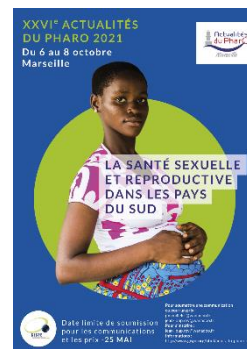


Actualités du Pharo 2021

Jeudi 7 octobre

Session 3 – Santé sexuelle et reproductive – Fonds Français Muskoka **Conférences invitées**



Président de Session – Maurice BUCAGU

Maurice Bucagu est un médecin spécialiste en gynécologie/obstétrique et en santé publique. Il a été au Rwanda dans la période post-génocide (1994-2001) directeur de l'Office national de la population du Ministère de la santé, et impliqué dans l'initiative « Rwanda community - based health Insurance to improve access to health care ». Depuis 2011, il participe à la coordination par l'OMS de la subvention française " Fonds Français Muskoka " pour soutenir neuf pays prioritaires dans le but de réduire la mortalité et la morbidité des mères, des bébés et des enfants. Il est actuellement co-président du groupe de mise en œuvre de l'initiative "Ending Preventable Maternal Mortality" (EPMI CIG), et également co-président du groupe de travail sur le paludisme pendant la grossesse de l'initiative Faire reculer le paludisme (Roll Back Malaria - RBM).

Ses recherches portent sur les soins prénatals, la prévention de la transmission mère-enfant et l'amélioration de la qualité des soins pour la santé maternelle et néonatale. Il fait partie de l'équipe de l'OMS Genève qui supervise l'initiative de recherche sur la mise en œuvre des soins prénatals.

Jeudi 7 octobre – 11h00-11h20

Joan VALADOU

joan.valadou@diplomatie.gouv.fr

Biographie non parvenue

Les politiques en santé mondiale et la mortalité/morbidité materno-infantile

Résumé non parvenu

Jeudi 7 octobre – 11h20-11h35

Anne ROOS-WEIL

roosweila@afd.fr

Anne Roos-Weil est responsable adjointe de la division Santé et protection sociale de l'Agence française de développement. Elle a instruit et suivi de nombreux projets financés par l'AFD dans le domaine de la santé publique, essentiellement en Afrique, avec un focus particulier sur les enjeux de genre et de santé numérique. Avant de rejoindre l'AFD en 2017, Anne a travaillé pendant 15 ans dans le domaine du développement durable, dont 8 à la direction de l'association Djantoli, une ONG pionnière dans le développement d'applications mobiles pour la prévention et le dépistage de maladies materno-infantiles en Afrique de l'Ouest.

L'AFD et les droits et la santé sexuels et reproductifs

Mots-clés : AFD, DSSR, aide au développement, stratégie

Déclinant la stratégie française, l'AFD a fait de l'approche par les droits en matière de santé sexuelle et reproductive l'un des axes clés de son action en faveur de l'autonomisation des femmes.

Entre 2016 et 2020, l'AFD a octroyé 199 M€ à des activités en lien avec les droits et la santé sexuels et reproductifs, principalement dans les pays pauvres prioritaires de l'APD française, dont 52 M€ octroyés aux organisations de la société civile française et leurs partenaires locaux via le dispositif « Initiatives OSC ». Elle finance des projets et des acteurs qui agissent pour améliorer l'accès à des services de santé

sexuelle et reproductive complets et de qualité avec un focus sur les jeunes et adolescents/adolescentes.

Historiquement engagée sur la santé sexuelle et reproductive dans le cadre du continuum de soins mère-enfant, l'AFD a progressivement élargi son champ d'intervention pour intégrer les enjeux des droits et la lutte contre les inégalités de genre dans ses interventions en lien avec le positionnement de plus en plus fort de la France sur ces enjeux. L'AFD structure son action autour de 3 thématiques clés :

- Garantir une offre de services de santé sexuelle et reproductive complète et de qualité, adaptée aux adolescents et adolescentes ;
- Promouvoir la demande et accompagner le changement de normes et de comportements ;
- Lutter contre les violences basées sur le genre et améliorer leur prise en charge.

L'AFD accompagne les Etats dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques nationales. Elle soutient les organisations de la société civile, notamment grâce au dispositif « Initiatives OSC », et contribue au renforcement de leurs capacités. Elle promeut également des approches régionales en appuyant des organisations interétatiques.

Le dialogue partenarial est au cœur de l'action de l'AFD qui collabore étroitement avec des organisations régionales, des partenaires financiers, de nombreuses organisations de la société civile ainsi que des instituts de recherche. La production des connaissances joue en effet un rôle essentiel pour accompagner le changement de normes.

Jeudi 7 octobre – 11h35-11h50

Fleur VERNAT

fvernats@unicef.org

Après une quinzaine d'années au service des Nations Unies (Madagascar, Mexico, France, Danemark, USA et Sénégal), Fleur Vernat, diplômée de deux Master, est actuellement en charge à Dakar de la coordination du Secrétariat du Fonds Français Muskoka.

Créé en 2011, le Fonds Français Muskoka œuvre pour améliorer la santé et le bien-être des femmes, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents et adolescentes dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo. Ce partenariat novateur agit en mobilisant les expertises complémentaires de quatre agences des Nations unies (OMS, ONU Femmes, UNFPA et UNICEF) qui mettent en œuvre conjointement des interventions à haut impact (IHI) dans les domaines de la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, des adolescents et adolescentes, et de la nutrition (SRMNIA-Nut). Elles mènent également un plaidoyer commun auprès des décideurs.es politiques afin de susciter l'engagement et l'action politique.

Les 10 ans du Fonds Français Muskoka – bilan et perspectives

Mots-clés : Muskoka, SRMNIA-Nut (Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile, des Adolescents et adolescentes, et de la nutrition), FGE (Forum Génération Egalité), partenariats, IHI (Interventions à Haut Impact)

Depuis 10 ans, le Fonds Français Muskoka (FFM) œuvre pour améliorer la santé et le bien-être des femmes, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents et adolescentes dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

Basé sur un mécanisme de coordination novateur maximisant les mandats de quatre agences des Nations Unies (OMS, ONU Femmes, UNFPA et UNICEF), le FFM met en œuvre des Interventions à Haut Impact (IHI) basées sur une approche multisectorielle pour une réponse à la fois efficace et durable.

En matière de santé sexuelle et reproductive, les interventions du FFM incluent :

- le développement de services à base communautaire,
- la mise à disposition de gammes complètes de contraceptifs modernes,
- l'information sur la planification familiale et les questions de genre par des actions de sensibilisation via différents canaux (radio, TV, campagnes communautaires, mobilisation sociale),

- la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive, incluant la planification familiale, en milieux scolaire et extrascolaire et le développement de l'éducation complète à la sexualité (ECS), et
- la sensibilisation aux violences basées sur le genre et aux inégalités de genre.

En dépit d'un contexte difficile, le FFM a ainsi permis d'atteindre des résultats remarquables depuis 10 ans. En voici quelques exemples en matière de santé sexuelle et reproductive plus spécifiquement :

- En Côte d'Ivoire, le FFM a contribué à la diffusion et à la supervision de cours d'ECS auprès de 71,4% des nouveaux élèves du secondaire, ainsi qu'à l'adoption d'un document national de référence sur la santé et l'hygiène menstruelles.
- Au Togo, la prévalence de la contraception moderne est passée de 16,3% en 2012 à 23,2% en 2017. Le succès a été tel que le Ministère de la Santé togolais a élaboré un Plan Stratégique des Interventions à Base Communautaire.

Les témoignages de nos bénéficiaires restent cependant les plus éloquents. Ainsi ce message de Roubatou Tchagaou, élève au Togo : « Au centre des jeunes, on m'a appris que j'ai des droits et qu'à 15 ans, je n'étais pas encore majeure pour me marier. Ils m'ont appris mes droits que je ne connaissais pas. Moi, ce que je connaissais, à la maison, c'est la soumission. Maintenant on va se marier au moment opportun. Ce n'est plus un mariage forcé ni un mariage précoce. Et grâce au centre, on va combattre les grossesses indésirées ».

Jeudi 7 octobre – 11h50-12h00

Stéphanie NADAL

snadal@unicef.org

Stéphanie Nadal Gueye poursuit sa mission débutée il y a 2 ans au sein du bureau régional de l'UNICEF, en qualité de spécialiste communication en charge, notamment, du Fonds Français Muskoka.

Le parcours de Stéphanie est riche de plus de 25 ans d'expérience en communication dans différents secteurs lui ayant permis d'apprendre tout au long de sa carrière et de pouvoir diversifier ses connaissances. Au cours des 15 premières années, Stéphanie a travaillé en France au sein de Groupe média/communication puis d'ONG (Sida Info Service – Plan France).

Installée depuis 10 ans au Sénégal, son parcours se poursuit dans le secteur de la santé (Centre de Traitement Ambulatoire de l'Hôpital Fann/Dakar, ONU Sida, Hôpital International de Dakar, UNICEF WCARO communication externe polio et le Fonds Français Muskoka), des urgences médicales (ALIMA), de la finance et de l'information financière (COFINA - SIGIF). Elle a successivement occupé les postes de Spécialiste communication, Directrice communication et gestion de l'image, Directrice de communication et de développement.

Le Forum Génération Égalité – des engagements pour l'avenir

Mots-clés : Muskoka, SRMNIA-Nut (Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile, des Adolescents et adolescentes, et de la nutrition), FGE (Forum Génération Égalité), partenariats, IHI (Interventions à Haut Impact)

Le Forum Génération Égalité (FGE) s'est déroulé à Mexico en mars puis à Paris du 30 juin au 2 juillet 2021.

Organisé autour de six coalitions d'action, ce Forum a lancé un plan d'action quinquennal pour réaliser des progrès irréversibles en matière d'égalité entre les femmes et les hommes qui repose sur une série d'actions concrètes, ambitieuses et transformatrices et comprend des engagements financiers pour un montant de 40 milliards de dollars.

Dès avant l'ouverture du FGE, le Président Macron mettait en avant les résultats du FFM sur son compte Twitter en tant qu'exemple des réalisations concrètes que la politique de coopération internationale et de développement de la France permettent de réaliser. A ce titre, il est important de rappeler que le Président Macron a identifié le FFM comme outil de mise en œuvre privilégié de la grande cause de son quinquennat (l'égalité entre les femmes et les hommes).

Dans le cadre de la coalition d'action sur la « Liberté à disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs », le FFM a soumis 3 engagements en matière de Communication pour le Changement Social et Comportemental (CCSC).

La France a également dédié un évènement de haut niveau au FFM intitulé « Muskoka : 10 ans d'action pour la santé des femmes et des enfants » le 1^{er} juillet. Celui-ci aura vu la participation de 4 ministres (France, Guinée et Togo) et permis à la France d'annoncer le renouvellement de son engagement jusqu'à fin 2025 et à hauteur de 50 millions d'euros.

A la fin du FGE, le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères a de nouveau fait référence au FFM dans un dernier tweet indiquant que la France consacrerait 260M€ aux DSSR sur les 5 prochaines années dans le cadre de sa politique de développement solidaire et du Fonds français Muskoka.

Jeudi 7 octobre – 12h00-12h10

Assitan Baya SIDIBE

assitanbsidibe@yahoo.fr

Assitan Baya Sidibé est née en 1981 à Bamako. Elle exerce comme médecin de santé publique à la direction régionale de la santé de Sikasso où elle est responsable qualité et chargée de la santé de la reproduction depuis août 2015. Les principales tâches attribuées sont entre autres de :

Planifier, organiser, coordonner et suivre les activités de santé de la reproduction (SR) ;

Disséminer les normes directives en SR ;

Contribuer à la mise en œuvre de l'évaluation de la qualité des pratiques en SR ;

Promouvoir et suivre les activités en rapport avec la qualité des soins et services ;

Coordonner les activités liées à la qualité des soins et services ;

Veiller à l'application des directives des différents programmes ;

Apporter l'appui au renforcement de capacités et à la supervision formative du personnel du niveau opérationnel

Renforcement des capacités des coiffeuses sur les méthodes de planning familial de courte durée au Mali

Mots-clés : renforcement, coiffeuses, planning familial, Mali

La planification familiale (PF) reconnue depuis longtemps en Afrique sub-saharienne comme étant un moyen essentiel pour maintenir la santé et le bien-être des femmes et de leur famille.

Le Mali a adhéré aux mouvements mondiaux en plus de ses politiques internes, pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile, tels que la Campagne d'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale en Afrique (CARMMA), le Partenariat de Ouagadougou (PO) et l'Initiative FP2020, dans le but de garantir une meilleure accessibilité fondée sur les droits à des services PF de qualité.

Aussi dans le cadre du repositionnement de la PF, sur le plan international un accent particulier a été mis sur la Jeunesse à la conférence de Londres consacrée à la planification familiale.

Dans le domaine de la santé de la reproduction des jeunes de moins de 18 ans, soit 53% de la population au Mali, la situation est alarmante. Le mariage précoce et l'éducation sexuelle insuffisante constituent de grands défis entraînant des taux élevés de grossesses précoces, des avortements clandestins et de nombreux décès.

Par ailleurs, les services de SR/PF ne sont pas adaptés aux jeunes la plupart du temps. L'accès des jeunes aux services et produits PF demeure un défi en raison de l'accès limité aux outils de communication sociale pour le changement en matière de PF. A ces facteurs, on peut associer la persistance des pesanteurs socioculturelles et religieuses, la faiblesse du dialogue communautaire sur la PF, le manque de dialogue parents-enfants et enfin le faible plaidoyer en faveur des droits en santé sexuelle et reproductive des jeunes.

Selon la sixième Enquête Démographique et de Santé Mali 2018, l'utilisation des méthodes de contraception moderne est de 16%.

La région de Sikasso, deuxième région peuplée où les indicateurs PF sont aussi faibles tant dans l'utilisation des services (19,2%) qu'au niveau des besoins non satisfaits (23%).

Face à ces nombreux défis, le Mali a développé son Plan d'Action Nationale Budgétisé (PANB 2019-2023) qui prend en compte tous les défis identifiés et les engagements régionaux et internationaux dont l'objectif annoncé dans ce plan est 30% vers l'horizon 2023.

C'est ainsi qu'au niveau régional avec l'appui du Fonds Français Muskoka, un plan de travail annuel est élaboré par l'ensemble des acteurs du secteur (santé, développement social et promotion de la femme) et l'une des activités innovantes est le renforcement des capacités des coiffeuses sur les méthodes de planning familial de courte durée pour booster l'utilisation des services PF par les jeunes.

Jeudi 7 octobre – 12h10-12h20

Boubacar TRAORE

boubacar.traore@asdapmali.org

Boubacar Traoré est médecin en Santé Publique et détenteur d'un DEA en Epidémiologie de l'Ecole de Santé Publique de l'ULB - ERASME. Après l'obtention de son doctorat de médecine générale à Casablanca, il s'engage comme médecin de santé communautaire avec l'ONG Africare dans le nord du Mali. Il y apprend les bases de l'Initiative de Bamako et de la politique sectorielle de santé du Mali. Il obtient le Diplôme Universitaire en Santé Publique et Communautaire à l'Ecole de Santé Publique de Nancy, formation complétée par un DES et un DEA à Bruxelles. Il a été coordinateur régional sur le programme USAID/ Assistance Technique National Plus, pour le renforcement du système de santé au Mali. Depuis 2015, il est le chef du Département Planification et Programmes de l'ONG ASDAP au Mali.

L'approche des espaces sûrs à Koutiala, région de Sikasso, Mali

Mots-clés : espaces sûrs, santé reproductive, genre, Mali

A l'instar du reste du Mali, dans la région de Sikasso certaines pratiques traditionnelles empêchent les femmes de jouir de leurs droits. Le choix de Koutiala s'est justifiait par un fort ancrage culturel de ces pratiques, la forte croyance aux mythes et rumeurs, la méconnaissance des femmes et des filles de leurs droits ; la persistance des tabous sur la sexualité, la forte résistance au changement.

L'approche des espaces sûrs, basée sur des espaces sécurisés d'échanges et d'apprentissage où la parole est libre entre un mentor femme et des filles de 10 à 24 ans organisées en petits groupes, en est une réponse. Elle a pour objectifs d'améliorer l'accès aux informations et services de santé de qualité, développer les compétences de vie courante, et favoriser l'autonomisation économique par l'apprentissage de métiers. Les composantes sont : Santé sexuelle et reproductive ; Genre et droits humains ; Compétences de vie courante ; Soutien scolaire ; Alphabétisation et gestion simplifiée en entrepreneuriat. Puis l'initiative des Clubs des Maris et futurs maris a été introduite afin d'offrir aux jeunes maris et futurs maris des connaissances et compétences sur l'égalité des genres et la masculinité positive. Ce manuel aborde 6 thématiques, la dynamique du genre et du pouvoir, les droits de santé sexuelle et reproductive, la prévention de la violence basée sur le genre et la répartition de tâches non-rémunérées. L'animation est faite en 40 semaines pour les filles et 20 pour les garçons. Les bénéficiaires indirects sont les autres membres de la communauté à travers les activités de communication.

Des résultats obtenus depuis 2018,

- 24 espaces sûrs pour les filles et les garçons
- 3.466 mentorées, 532 maris et 700 futurs maris ont terminé les sessions, soit respectivement 96,28%, 100% et 97,63%
- 296 mentorées candidates à l'examen ont bénéficié de soutien scolaire avec un taux de réussite de 65,54% supérieur aux taux local 56,31%
- 32.032 personnes touchées
- 835 nouvelles et 1.839 anciennes utilisatrices de planning familial.

Cependant, des défis demeurent, le retard dans l'enrôlement et aussi le faible taux de fréquentation des bénéficiaires pour cause d'activités domestiques.

Les perspectives sont de formaliser les nouvelles compétences des filles par la formation professionnelle ; de soutenir les facteurs d'autonomisation économique et sociale, et de faire d'elles

et des membres des clubs, des champions du changement dans leurs communautés en relayant le concept des espaces sûrs et de la masculinité positive.

Jeudi 7 octobre – 12h10-12h20

Mbathio DIAW

mbathio@ongraes.org

Titulaire d'un master 2 en management des organisations, Mbathio rejoint le RAES en 2007 après un passage à l'union mondiale pour la nature et un programme de l'USAID sur la grippe aviaire qui a boosté son envie de travailler dans le secteur du développement.

Au RAES, Mbathio a assuré entre 2009 et 2016 la coordination administrative et financière de différents projets. Ce sont des projets TV, radio, web et mobile à travers la création de contenus divertissants pour renforcer les programmes d'information et de sensibilisation en matière de santé, d'éducation et de citoyenneté.

Elle est actuellement la directrice exécutive de l'ONG RAES qui se veut être leader dans la conduite de projets de mobilisation sociale et de mobilisation politique.

Mbathio est une militante des droits des femmes et s'engage au quotidien à l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'Edutainment, une approche innovante pour surmonter les défis en matière santé et de bien être en Afrique

Mots-clés : éducation par le divertissement, edutainment, santé, bien-être, Afrique

Malgré les progrès obtenus au cours des dernières années en Afrique de l'ouest et du centre sur la mobilisation en faveur de la Santé et des Droits Sexuels et Reproductifs, le développement de stratégies efficaces, englobantes et innovantes reste encore prégnant pour (i) améliorer l'offre et la demande de services en SSR pour les adolescentes, les jeunes et les femmes, (ii) contribuer à la transformation des normes, attitudes et pratiques sociales qui font obstacle à la réalisation des droits de ces jeunes, (iii) favoriser un plaidoyer local et régional porté par les populations elles-mêmes avec l'implication de toutes les catégories d'acteurs.

L'éducation par le divertissement, utilisé par le RAES, a connu un regain d'intérêt croissant afin de compléter les interventions classiques dans le champ de la promotion de la santé. Cette approche a montré des résultats prometteurs en Afrique sur les thèmes du Planning Familial, de la santé sexuelle des ados et des jeunes, des Violences Basées sur le Genre, du VIH, de la Gouvernance démocratique ou encore plus récemment de la Covid-19.

Cette stratégie d'edutainment permet de renforcer les connaissances avec du contenu informatif culturellement adapté et scientifiquement juste, de favoriser une prise de conscience individuelle et collective, d'engager des débats communautaires ou politiques pour mettre en place des actions et solutions locales de Droits, de justice et de santé, de plaider pour un bien-être, un ancrage du genre et de l'égalité des sexes. L'objectif de ces campagnes est d'amener les communautés, l'Etat, les prestataires de santé, les décideurs, les OSCs, le secteur privé à croiser le regard et s'engager vers des dynamiques de transformation durables.

Ce processus SBCC passe par de la recherche formative, la création de contenus et messages culturellement adaptés alimentant des campagnes médias, digitales ou communautaires pour faire face aux défis identifiés et faire évoluer les normes sociales par les populations elles-mêmes.

Cela passe aussi par un dispositif de suivi, évaluation et capitalisation rigoureux pour tirer des leçons des campagnes et mesurer les effets sur les connaissances et attitudes des cibles.

Force est de reconnaître que l'approche de l'Edutainment est adaptée au public africain utilisant les médias classiques, le digital et les espaces communautaires. Tous ces différents canaux sont utilisés par le RAES pour créer le changement par et pour les communautés.

Le RAES s'ouvre aujourd'hui aux espaces de mobilisation populaire comme le sport pour encore favoriser la mobilisation sociale et politique pour le changement.